

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° IC n°25-67 relatif à l'exploitation d'une activité de stockage de kérosène et actant le transfert partiel de la partie expédition du dépôt de carburants d'aviation de Chennevières-lès-Louvres

Société EXOLUM AVIATION FRANCE à Chennevières-lès-Louvres

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1999 imposant des prescriptions la SMCA pour l'exploitation du dépôt pétrolier à Chennevières-Lès-Louvres, à l'exception de l'article 1 autorisant initialement le dépôt pétrolier ;

Vu l'arrêté préfectoral n°13148 du 7 avril 2016 imposant des prescriptions complémentaires concernant la pollution des sols et des eaux souterraines suite à la découverte d'un surnageant sur un piézomètre ;

Vu l'arrêté préfectoral n°17-001 du 12 mai 2017 imposant des prescriptions complémentaires concernant la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral n°IC-25-021 du 19 février 2025 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'étude de dangers Ineris - 229382 - 2796943 - v3.0 datée du 16/10/2024 et complétée le 3 mars 2025 ;

Vu le dossier du 23 décembre 2024 complété le 3 mars 2025 concernant le transfert partiel de l'autorisation environnementale du dépôt de Chennevières-Les-Louvres au bénéfice de EXOLUM AVIATION FRANCE ;

Vu le courrier du 7 mai 2025 par lequel l'inspection transmet le projet d'arrêté préfectoral à la société EXOLUM AVIATION FRANCE ;

Vu le courrier du 15 mai 2025 de la EXOLUM AVIATION FRANCE indiquant ne pas avoir de remarque sur le projet d'arrêté ;

Vu le plan d'opération interne de la plateforme industrielle transmis par courriel du 10 avril 2025 ;

Vu le contrat de plateforme du 16 mai 2025 signé par les sociétés SMCA et EXOLUM AVIATION FRANCE ;

Vu le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en date du 22 mai 2025 relatif à l'instruction du dossier de transfert partiel ;

Considérant que la SMCA et EXOLUM AVIATION FRANCE ont signé un contrat de plateforme industrielle visant à mettre en place une gestion mutualisée des domaines de responsabilité suivants :

- la prévention des risques, gestion et prise en charge des effets des accidents ;
- la sécurité incendie ;
- la sûreté et la surveillance du site ;
- la collecte et le traitement des effluents.

Considérant que la société EXOLUM AVIATION FRANCE sera le gestionnaire de la plateforme industrielle ;

Considérant que la SMCA et EXOLUM AVIATION FRANCE disposent d'un plan d'opération interne pour la plateforme industrielle ;

Considérant que le dossier de transfert partiel a démontré que ce transfert partiel constitue une modification notable et non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que le transfert partiel peut s'effectuer sans porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 181-4 ;

Considérant notamment que les études de dangers réalisées dans le cadre du dossier de transfert partiel ont démontré que le risque est acceptable ;

Considérant que, dans le cadre du transfert partiel d'autorisation, il est possible d'identifier les mesures relevant de la SMCA et de EXOLUM AVIATION FRANCE ;

Considérant l'absence de commentaire recueilli lors de la participation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 3 mars 2025 au 17 mars 2025 inclus ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRÊTE

I. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société EXOLUM AVIATION FRANCE, (SIRET 844 649 517 00027), dont le siège social est situé Chemin de Livry à Chennevières-Les-Louvres (95380), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de la commune de Chennevières-Lès-Louvres (coordonnées Lambert 93 X= 667267,33 et Y= 6882106,79) les installations détaillées dans les articles suivants.

La société EXOLUM AVIATION FRANCE est dénommée ci-après l'exploitant.

1.1.2. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Communes	Parcelles
Chennevières-Lès-Louvres	B494 (en partie) – B 662 (en partie) – B 663 – B 664

Le dossier de transfert partiel et le contrat de plateforme précisent les installations et responsabilités de l'exploitant.

1.2. Nature des installations

1.2.1. Classement au titre de la nomenclature des ICPE

Le classement au titre de la nomenclature des ICPE des installations exploitées est le suivant :

Rubrique	Alinéa	Rubrique de la nomenclature	Régime
4734-2	a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t	A Seveso seuil haut
1434-2	/	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables , liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435 2. Installations de chargement de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation	A

Rubrique	Alinéa	Rubrique de la nomenclature	Régime
4734-1	c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p>	DC

Le détail des installations concernées est en annexe confidentielle du présent arrêté.

1.2.2. Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut Seuil Haut au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement.

L'établissement est seuil haut par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement pour la rubrique 4734.

1.2.3. Répartition des installations du dépôt pétrolier

Les installations, tuyauteries, voiries... du dépôt pétrolier dédiées à l'expédition dont l'exploitant est responsable en application des dispositions du Code de l'environnement sont présentées dans le dossier de transfert partiel daté du 23/12/2024 complété le 3 mars 2025 et sont repérées en rouge dans les plans de séparation des actifs.

1.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, et notamment le dossier de transfert partiel daté du 23/12/2024 et complété par courriel le 3 mars 2025 et l'étude de dangers Ineris - 229382 - 2796943 – v3.0 datée du 16/10/2024 et complétée le 3 mars 2025.

1.4. Garanties financières

1.4.1. Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 16 023 855 € TTC.

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.4.2. Établissement des garanties financières

Au plus tard, à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.5. Plateforme industrielle

1.5.1. Contrat de plateforme

Les installations susmentionnées sont exploitées par l'exploitant dans le cadre d'une plateforme industrielle au sens de l'article L. 515-48 du Code de l'environnement.

Un contrat de plateforme, signé par les parties prenantes, encadre les domaines de responsabilité qui font l'objet d'une gestion mutualisée entre les exploitants sur la plateforme industrielle.

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté préfectoral et des dispositions applicables aux installations prévues par le Code de l'environnement, l'exploitant exploite ses installations et les installations mutualisées conformément aux dispositions du contrat de plateforme du 16 mai 2025.

1.5.2. Résiliation du contrat de plateforme

En cas de souhait de résiliation du contrat de plateforme, l'exploitant porte à la connaissance du préfet son intention de sortie au moins 18 mois à l'avance et, en tout état de cause, dans un délai permettant d'obtenir l'accord préfectoral.

L'exploitant démontre que sa sortie n'est pas substantielle, pour l'ensemble des installations de la plateforme, au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Si la modification est substantielle, l'exploitant dépose un nouveau dossier d'autorisation environnementale.

1.6. Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de transfert partiel et les dossiers de modification ultérieurs,
- les plans tenus à jour
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le contrat de plateforme et tous les documents annexes établis avec l'exploitant de la partie réception du dépôt,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ces dossiers sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.7. Déclaration des accidents et incidents

Tout accident ou incident survenu du fait du fonctionnement de son installation, et susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

2. INSERTION DE L'ÉTABLISSEMENT DANS LE PAYSAGE

L'exploitant maintient l'intégration esthétique du site dans son environnement. Pour ce faire, il peint les réservoirs dans une teinte pastel dans les tons gris bleu.

3. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

3.1. Émissions de Composés Organiques Volatils

L'exploitant est soumis aux dispositions du titre VII-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé relatif aux émissions de Composés Organiques Volatils.

4. RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'exploitation des installations de collecte et de traitement des eaux et le suivi des eaux souterraines font l'objet d'une gestion mutualisée au sein de la Plateforme industrielle. Les rôles et responsabilités des différents partenaires, relatifs à ces sujets sont précisées dans le contrat de Plateforme.

4.1. Généralités

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux polluées (eaux d'extinction ou effluents industriels) ;
- les eaux pluviales non souillées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- les eaux vannes : eaux issues des sanitaires/lavabos.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les ouvrages d'alimentation en eau sont équipés de dispositifs de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation. Ces dispositifs sont visibles et contrôlables.

Conformément aux termes du contrat de plateforme susvisé, l'exploitant est responsable de la maintenance, de l'entretien, de la disponibilité et de la conformité réglementaire des parties suivantes du réseau de collecte et de traitement des eaux :

- la partie expédition en tant qu'exploitant de la partie expédition du dépôt ;
- la partie mutualisée en tant que gestionnaire de plateforme. Cette partie du réseau concerne la collecte et le traitement des effluents aqueux de la plateforme entre les points de sortie des installations de chaque exploitant et le point de rejet de la plateforme au milieu naturel.

L'exploitant, en tant que gestionnaire de plateforme, est responsable de la conformité des effluents au point de rejet final de la plateforme.

4.2. Points de sortie des séparateurs à hydrocarbures

Les eaux polluées sont confinées sur le site conformément à la réglementation en vigueur en ce qui concerne le dimensionnement des rétentions d'eau d'extinction. Par la suite, ces eaux font l'objet d'un traitement adapté.

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération significative de leur qualité d'origine du fait des activités menées par l'installation industrielle sont évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

Les rejets directs ou indirects de substances dans les eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

La dilution des effluents est interdite. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents générés par les installations aboutissent aux points de contrôle qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de contrôle	Point de contrôle en sortie du séparateur A	Point de contrôle avant rejet dans le milieu naturel
Référence	PC 11	PC 01
Nature des effluents	Eaux pluviales, dont cuvettes des bacs 11 et 12	Rejet final de la plateforme industrielle
Exutoire des effluents	Réseau commun de la plateforme	Bassins d'infiltration
Traitement avant contrôle	Séparateur à hydrocarbures	Bassin de récupération des eaux

4.3. Valeurs limites de rejet et surveillance

Les effluents respectent, pour tous les points de contrôle cités ci-dessus à l'article 4.2, les valeurs limites en concentration et flux détaillées ci-après. Les paramètres sont surveillés par un organisme agréé sur l'ensemble de ces points de contrôle au moins une fois par an.

Par ailleurs, les paramètres sont surveillés selon la fréquence minimale indiquée ci-dessous.

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	1305	35	Mensuelle

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence de surveillance
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	120	Mensuelle
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	30	Mensuelle
Azote kjedahl	1319	40	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	10	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,25	Mensuelle
Benzène	1114	0,05	Mensuelle
Toluène	1278	0,074	Mensuelle
Xylènes (Somme o,m,p)	1780	0,05	Mensuelle

4.4. Séparateurs à hydrocarbures

Les séparateurs à hydrocarbures sont équipés, en aval, d'un système de détection d'hydrocarbures liquides associé à une alarme retransmise en salle de contrôle.

4.5. Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	Coordonnées Lambert 93 CC49	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
BEAU 1	X : 1 667 084,53 Y : 8 204 404,17	Amont	Calcaires de Saint Ouen et Sables du Beauchamp	25 m
BEAU 2	X : 1 667 078,60 Y : 8 203 934,67	Aval	Calcaires de Saint Ouen et Sables du Beauchamp	25 m
LUT 1	X : 1 667 079,83 Y : 8 204 408,38	Amont	Calcaires du Lutétien	45 m
LUT 2 bis	X : 1 667 083,31 Y : 8 203 930,75	Aval	Calcaires du Lutétien	45 m
LUT 3 bis	X : 1 666 985,590 Y : 8 204 043,190	Aval	Calcaires du Lutétien	45 m

L'exploitant procède au prélèvement et à l'analyse des eaux au moins une fois par trimestre, et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident, sur les paramètres suivants :

- niveau d'eau
- hydrocarbures totaux
- hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- tout autre paramètre jugé nécessaire au vu de circonstances particulières.

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend les dispositions nécessaires pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. Les têtes des piézomètres sont fermées (capot ou système de bouche à clé) et cadenassées.

Les piézomètres sont rendus accessibles en permanence. Ils sont clairement matérialisés pour pouvoir les repérer facilement sur le site et sont protégés contre les chocs et les risques d'arrachement.

La mise hors service d'un forage est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. Les travaux d'obturation ou de comblement doivent assurer la protection des nappes phréatiques contre tout risque d'infiltration ou d'interconnexion.

5. PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1. Zones à émergence réglementées

Les zones à émergence réglementée sont les suivantes :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existants à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

5.2 limites de bruit en limites d'exploitation

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit.

5.3 limites de bruit en zone d'émergence réglementée

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

5.4 Fréquence de mesure des émissions sonores

L'exploitant doit faire réaliser tous les cinq ans et à ses frais, une campagne de mesure des niveaux d'émissions sonores en limite de ses installations.

5.5. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles

techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

6. PRÉVENTION DES RISQUES

La prévention des risques, la gestion et la prise en charge des effets des accidents, la sécurité incendie, la sûreté et la surveillance du site font l'objet d'une gestion mutualisée au sein de la Plateforme industrielle. Les rôles et responsabilités des différents partenaires relatifs à ces sujets sont précisés dans le contrat de Plateforme.

6.1. Conception des installations

6.1.1. Organisation des stockages

Le tableau présentant les bacs de stockage et les rétentions associées est présenté en annexe.

6.1.2. Accessibilité du dépôt

L'établissement dispose en permanence de deux accès. Ces accès desservent une voie engin bordant le périmètre des cuvettes de rétention répondant aux conditions suivantes :

- largeur de la chaussée : 6 m ;
- hauteur disponible : 3,5 m ;
- pente inférieure à 15 % ;
- rayon de braquage intérieur : 11 m ;
- force portante calculé sur un véhicule de 130 kN (dont 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m).

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

6.1.3. Confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches afin de récupérer les déversements accidentels.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes :

- En cuvette de rétention : la collecte des eaux d'extinction se fait par des camions de pompage. Ces eaux sont ensuite envoyées dans des centres agréés pour le traitement.
- Hors cuvette, l'eau polluée passe dans le réseau d'assainissement équipé d'un dispositif d'isolement qui est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. L'eau polluée est donc retenue dans le bassin d'orage dont l'entretien et la vidange pour traitement est à la charge du gestionnaire de plateforme, l'exploitant de la partie expédition du dépôt.

6.1.4. Dispositifs d'isolement au niveau du pied de bac

Les dispositifs d'isolement des bacs sont constitués des vannes de pied de bac motorisées avec une alimentation secourue et pouvant être commandées à distance, ainsi que de clapets à sécurité positive.

6.1.5. Événements sur les bacs

Les bacs disposent d'événements correctement dimensionnés répartis de la façon suivante :

- Bacs 11 et 12 : 24 événements dont la surface totale est de 4,62 m² par bac

6.1.6. Merlons des cuvettes de rétention

Les merlons périphériques des cuvettes de rétention sont étanches et présentent une stabilité au feu de 10 heures minimum.

Les merlons intérieurs de chaque cuvette de rétention sont étanches et présentent une stabilité au feu de 6 heures minimum.

Les traversées de murets par des canalisations sont jointées par des produits coupe-feu 6 heures. Toute nouvelle tuyauterie qui ne serait pas strictement nécessaire à l'exploitant de la cuvette où à sa sécurité devra être exclue de celle-ci. En cas de conduite générale alimentant plusieurs cuvettes, seules des dérivations sectionnables en dehors des rétentions pourront pénétrer celles-ci.

6.1.7. Pomperies hydrant A et B

Les pomperies hydrant A et B font l'objet d'un contrôle journalier avec l'utilisation d'une check-list ainsi que d'une maintenance préventive annuelle pour limiter les risques de fuites.

La pomperie hydrant A est équipée d'un mur coupe-feu afin de s'opposer aux effets thermiques sortant de l'emprise du site en cas d'un incendie au niveau de cette installation.

6.1.8. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus sur le site. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

6.2. Mesures de maîtrise des risques

6.2.1. Généralité

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques (techniques, humaines et organisationnelles), prescrites ou figurant dans les études visées dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

Les paramètres relatifs aux performances de ces mesures de maîtrise des risques sont définis et suivis, leurs dérives sont détectées et corrigées, dans le cadre des procédures du système de gestion de sécurité de l'exploitant.

6.2.2. Liste des mesures de maîtrise des risques

Les mesures de maîtrise des risques présentées dans la colonne 1 du tableau annexé (non publié) au présent arrêté sont mis en place sur site au sein de l'établissement.

Ces mesures de maîtrise des risques sont complétées par les barrières de sécurités figurant dans l'étude de dangers mentionnée à l'article 1.3 du présent arrêté.

Les mesures de maîtrises des risques et barrières de sécurité sont constituées par l'ensemble des dispositifs et actions permettant d'en assurer les critères de performance.

6.2.3. Maintien du critère de performances des mesures de maîtrise des risques

L'exploitant doit maintenir les critères de performances des mesures de maîtrise des risques définies dans la colonne 1 du tableau annexé au présent arrêté.

Les conditions de maintien à respecter sont définies a minima par les tests définis à la colonne 2 et les fréquences de maintenance définies à la colonne 3 du tableau présent à l'annexe I du présent arrêté.

Les actions effectuées pour respecter le présent article doivent pouvoir être justifiées par l'exploitant.

L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect du présent article, notamment les rapports présentant les résultats de contrôle, factures, actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques, etc.

6.3. Stratégie de lutte contre l'incendie

6.3.1. Organisation

Dans le cadre de la plateforme industrielle, l'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) commun, qui définit notamment les procédures ou consignes à mettre en œuvre pour la gestion des situations d'urgence, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.

Conformément au dossier déposé et au contrat de Plateforme susvisé, le POI est établi au niveau de la Plateforme industrielle. Il est remis à jour conformément au dossier déposé et au contrat de Plateforme susvisé. Il est transmis à l'inspection des installations classées après chaque modification notable.

Les rôles et responsabilités relatives au POI des différents partenaires sont précisées dans le contrat de Plateforme.

L'exploitant organise au moins une fois par an des exercices pour entraîner son personnel aux dispositions qu'imposent des situations d'urgence. Dans ce cadre, il s'assure de la bonne coordination avec l'exploitant de la partie « réception » du dépôt.

Certains de ces exercices s'effectuent avec des entités extérieures dont la collaboration peut être sollicitée (autres sociétés, services de secours et d'incendie, collectivités).

L'exploitant, en tant que gestionnaire de plateforme, organise au moins une fois par an un exercice POI commun aux deux exploitants de la plateforme.

Un planning des exercices est établi annuellement avec les participants à ces exercices. Ce planning est communiqué à l'inspection des installations classées.

Le 1^{er} exercice POI commun à la plateforme est organisé au plus tard une semaine après la date du transfert partiel d'exploitation.

6.3.2. Autonomie

L'exploitant dispose, en s'appuyant sur les moyens prévus pour la plateforme industrielle, des moyens nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie de lutte contre l'incendie décrite dans le plan d'opération interne susvisé. Cette stratégie et les moyens associés sont conformes aux prescriptions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé. Au regard de cette stratégie, l'exploitant est dit autonome vis-à-vis des services d'incendie et de secours, pour réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

6.3.3. Réserves de consommable pour lutter contre l'incendie

L'établissement dispose :

- d'un bac de stockage d'eau d'une capacité de 6 520 m³,
- d'un bassin d'eau d'une capacité d'environ 10 000 m³,
- de deux réservoirs d'émulseurs de 22 m³ et d'un réservoir d'émulseurs de 10 m³, de treize conteneurs (1m³ chacun).

L'émulseur est adapté aux hydrocarbures stockés. En cas de changement d'émulseur, l'exploitant justifie que les caractéristiques de l'émulseur sont en adéquation avec le taux d'application d'extinction appliqué dans le plan de défense incendie en vigueur. La méthodologie d'évaluation des taux d'application de solution moussante, définis à l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, devra alors être respectée.

Les émulseurs stockés font l'objet d'un contrôle annuel visant à vérifier la permanence des qualités suivantes :

- absence de sédimentation, de corrosion, de fermentation
- résistance au gel

- viscosité
- compatibilité avec l'eau utilisée
- foisonnement

Le bassin d'eau situé en partie nord à l'intérieur du dépôt est régulièrement et en tant que de besoin entretenu et maintenu en bon état. Sur trois côtés de ce bassin est créée une aire stabilisée permettant aux engins d'évoluer, de manœuvrer et de se positionner de manière facile. Ces aires ont une forte portance compatible avec les moyens de secours mis en œuvre.

6.3.4. Protection des réserves de consommables

Les réserves d'émulseur sont accessibles et disponibles en toutes circonstances. Leurs emplacements sont étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens. L'exploitant établit une organisation permettant de limiter les manipulations des conteneurs d'émulseur. Ces derniers sont judicieusement placés dans le dépôt et sont protégés contre le rayonnement thermique émis en cas de sinistre. Les réservoirs d'émulseurs peuvent également être protégés contre les flux thermiques par un mur coupe-feu.

Le bac de stockage d'eau est équipé d'une demi-couronne de refroidissement.

6.3.5. Création de tapis de mousse préventifs

Les sous-cuvettes sont équipées de déversoirs pouvant générer un tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre. Le taux d'application nécessaire à l'entretien de ce tapis préventif est au minimum de 0,2 litre par minute et par mètre carré.

6.3.6. Alimentation du réseau incendie

Le réseau incendie est alimenté par 4 pompes thermiques : 2 pompes de 750 m³/h et 2 pompes de 550 m³/h.

Pour tout changement portant sur cette configuration, l'exploitant devra démontrer que les installations sont capables d'assurer les débits requis par les différents moyens de lutte contre l'incendie du réseau incendie.

6.3.7. Poteaux incendie et réseau d'eau

Le réseau d'eau est équipé de poteaux incendie conformes au dossier de transfert partiel et au POI. Le réseau d'eau incendie est maillé et sectionnable.

6.3.8. Délai de mise en œuvre des équipements fixes d'extinction.

La mise en œuvre des moyens fixes de lutte contre l'incendie doit intervenir dans un délai inférieur à 15 minutes après le début de l'incendie.

L'exploitant met en place l'organisation et les moyens techniques nécessaires pour respecter ce délai.

6.3.9. Moyens mobiles de lutte contre l'incendie et autres moyens destinés à la gestion d'un accident

L'établissement est équipé a minima des équipements mobiles de lutte contre l'incendie et des autres moyens destinés à la gestion d'un accident listés dans le plan d'opération interne susvisé.

6.4. Réexamen quinquennal

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen quinquennal au plus tard le 4 juin 2030.

7. DISPOSITIONS FINALES

7.1 Entrée en vigueur

Le présent arrêté préfectoral entre en vigueur le 4 juin 2025.

7.2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

7.3. Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-50 du Code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

3° L'arrêté est adressé au conseil municipal de Chennevières-lès-Louvres.

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

7.4. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de Chennevières-Lès-Louvres sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

28 MAI 2025

Le préfet,



Philippe COURT